

Renaud Girard: «Derrière l'affaire Khashoggi, le bras de fer Arabie-Turquie»



FIGAROVOX/CHRONIQUE – Il y a, entre le néo-ottomanisme du président Erdogan et le wahhabisme modernisé du prince héritier Mohammed Ben Salman, une rivalité pour la domination du monde sunnite, la grande majorité des musulmans.

Après avoir menti pendant trois semaines au monde entier, le royaume d'Arabie saoudite a enfin reconnu qu'il avait bien assassiné son sujet Jamal Khashoggi, journaliste bien connu dans le petit milieu des observateurs du Moyen-Orient. Ce meurtre – dont on ne connaît pas encore toutes les circonstances – s'est déroulé le 2 octobre 2018, dans l'enceinte du consulat saoudien à Istanbul. Khashoggi, 59 ans, petit-fils du médecin d'Ibn Séoud et éditorialiste épisodique au Washington Post, connu pour ses positions critiques envers la politique du prince héritier de son pays (Mohammed Ben Salman, dit MBS), avait pris un rendez-vous de type administratif au consulat. Il devait y retirer un certificat de divorce, en vue d'un mariage. Le même jour, le royaume avait envoyé à Istanbul, sur deux avions privés, une escouade

de quinze «spécialistes» des services de renseignement. En tuant Khashoggi, ils auraient agi de leur seul chef, essaient aujourd'hui de faire croire les autorités saoudiennes, sans parvenir à convaincre. Le président turc Erdogan a promis qu'il prononcerait un grand discours ce mardi 23 octobre 2018, où il détaillerait toute la vérité découverte par ses services de renseignement.

Au cours des trois semaines écoulées, le gouvernement turc a fait subir à la monarchie saoudienne une sorte de supplice persan. Sans la dénoncer officiellement, il a distillé sous le manteau à la presse turque de plus en plus de détails, de plus en plus horribles, sur les circonstances de cet assassinat. Au point que le prince héritier, MBS, a désormais gagné le surnom de Mohammed Bone Saw (scie à os) dans les milieux journalistiques américains. Ankara a compris que cette affaire allait capturer l'imagination des opinions publiques du monde entier et l'a immédiatement exploitée avec habileté.

Le président turc Erdogan est un frère musulman qui n'a que mépris pour les monarchies dynastiques...

Dans le jeu triangulaire des trois puissances les plus concernées par Khashoggi, l'Arabie saoudite, la Turquie et les États-Unis (dont le journaliste détenait une carte de résident), c'est la Turquie qui a, pour le moment, le mieux joué. Elle s'est rapprochée des États-Unis en libérant le pasteur Andrew Brunson, injustement poursuivi pour espionnage (lire notre chronique du mardi 14 août 2018) ; elle a joué les vierges effarouchées dès la disparition du dissident saoudien ; elle a affaibli le royaume en le laissant s'enfermer dans ses mensonges. L'Arabie saoudite est la première responsable du naufrage de sa politique de relations publiques (pour laquelle elle dépense quelque 900 millions de dollars par an). Mais les Turcs n'ont à aucun moment songé à lui lancer une bouée...

C'est qu'il y a, entre le néo-ottomanisme du président Erdogan et le wahhabisme modernisé du prince héritier MBS, une rivalité pour la domination du monde sunnite – la grande majorité des musulmans, ceux-ci étant fidèles à la tradition (sunna) des compagnons du Prophète, par opposition à la faction (chia) des partisans de son gendre Ali, que l'on appelle chiites. En termes démographiques, l'Arabie saoudite (33 millions d'habitants) est nettement distancée par la Turquie (80 millions). Mais en termes économiques, le PIB de la première (684 milliards de dollars) n'est pas très loin de celui de la seconde (851 milliards). Et si se poursuit la hausse des cours du pétrole, l'Arabie saoudite va à nouveau regorger de capitaux disponibles, ce qui ne sera pas le cas de la Turquie, fortement endettée. En termes symboliques, la monarchie wahhabite a l'avantage de pouvoir se proclamer la gardienne des deux plus saintes mosquées de l'islam (La Mecque et Médine). Mais elle est pénalisée par son alliance non avouée avec Israël, alors que la Turquie se présente, depuis 2010, comme la grande défenderesse de la cause palestinienne.

L'Arabie saoudite et la Turquie professent des idéologies très différentes. Le wahhabisme (du nom d'un prédicateur puritain qui fit alliance avec la tribu Saoud au XVIIIe siècle) prône socialement l'imitation du comportement des «pieux ancêtres», ces bédouins du VIIe siècle. Politiquement, il ordonne la soumission aux princes légitimes. À l'opposé, le président turc Erdogan est un frère musulman qui n'a que mépris pour les monarchies dynastiques, qu'il juge intrinsèquement corrompues, et qui croit aux vertus de l'expression politique des fidèles.

Géopolitiquement, l'Arabie saoudite est l'alliée des Émirats et de l'Égypte. Mais, en 2017, la Turquie a pris sous sa protection le riche émirat du Qatar, qui courait le risque d'être avalé par ses voisins saoudien et émirati. Les Saoudiens prient tous les jours pour la destruction de l'Iran chiite, alors que les Turcs entretiennent de cordiales relations avec la Perse depuis près de 400 ans.

L'affaire Khashoggi a révélé chez les musulmans l'acuité d'une rivalité intrasunnite qui, jusque-là, était cachée par l'ancestrale opposition sunnites-chiites.